



COP19 #VARSOVIE

DOSSIER DE PRESSE DES ONG FRANÇAISES

La 19ème conférence des parties (COP19) à Varsovie doit préparer Paris 2015

Nous avons presque atteint le seuil de basculement irréversible des écosystèmes de la planète. Il y a un mois, le 5ème rapport du GIEC informait la communauté internationale que le réchauffement climatique pourrait atteindre près de 5,5°C d'ici 2100 par rapport à l'ère préindustrielle. Le rapport nous dit que nous pouvons encore stabiliser le réchauffement à moins de 2°C, mais on constate que si les négociations actuelles n'évoluent pas plus favorablement, nous serons sur une trajectoire de réchauffement proche de +4°C (d'après la modélisation de Climate Tracker). Tous les continents subissent les impacts dévastateurs des changements climatiques alors même que l'économie mondiale est en crise. Pire encore, les populations au Sud sont les plus exposées, alors qu'elles n'ont pas contribué aux émissions de gaz à effet de serre.

L'accord de Durban fin 2011 lançait la négociation d'un accord mondial et applicable à tous, à signer en 2015 lors de la COP de Paris, pour entrer en vigueur d'ici 2020. La COP19 doit impérativement lancer les travaux sur cet accord qui devra être équitable, ambitieux et juridiquement contraignant, et poser les fondations de l'architecture climatique post-2020 en exigeant des pays qu'ils proposent dès 2014 des objectifs de réduction ambitieux pour après 2020. Mais elle doit également et en priorité permettre de renforcer les efforts de réduction d'émissions à court terme : nos émissions ne cessent d'augmenter, et tous les rapports pointent l'urgence de faire de vraies coupes dans nos émissions de CO2, sans attendre le futur accord mondial. La COP19 doit, enfin, permettre de mobiliser les financements qui manquent à l'appel malgré l'urgence. La future présidence française doit tout faire pour obtenir de Varsovie des progrès significatifs sur tous les fronts si elle veut mettre toutes les chances de son côté pour faire de la COP21 en 2015 un succès.

La responsabilité de la France - en tant que future présidente de la négociation, en tant qu'Etat-membre européen, en tant que pays développé et bailleur - commence maintenant. Une bonne présidence nécessite un gouvernement qui propose et adopte des politiques exemplaires et ambitieuses de lutte contre les changements climatiques.

Dans ce contexte, nous appelons la France à tout faire pour réduire ses émissions avant 2020 en entamant une véritable transition énergétique et réformant sa politique budgétaire et fiscale. Nous appelons la France à se fixer un objectif ambitieux dans le cadre du futur accord mondial sur le climat - en pilotant les négociations sur le futur paquet énergie-climat européen pour 2030 et en adoptant un objectif de réduction d'au moins 55% pour 2030. Enfin, nous appelons la France à prendre ses responsabilités vis-à-vis des pays et des populations les plus vulnérables, en assurant la cohérence des politiques nationales et européennes en matière d'énergie-climat et d'investissements « climat » au Sud avec les objectifs de développement et de respect des droits humains, en mobilisant des financements publics additionnels pour l'adaptation des pays les plus pauvres, et en mettant fin à tout soutien direct ou indirect à des investissements dans les énergies fossiles dans ces mêmes pays.

« Il est urgent mais encore possible de replacer la planète sur une trajectoire de réchauffement sous le seuil de 2°C, à condition que toutes les nations – et notamment la France – l'exigent et s'engagent à la COP19 à Varsovie »

OBJECTIF #1 - RÉDUIRE DRASTIQUEMENT NOS ÉMISSIONS ENTRE AUJOURD'HUI ET 2020

Tous les rapports officiels nous disent que la fenêtre d'opportunité pour éviter un réchauffement de la température moyenne à +2°C est en train de se refermer.

Il est impératif que les émissions mondiales cessent de croître au plus vite, et entament même une vraie baisse et ce avant 2020.. Dans la négociation internationale, un groupe de négociation a été créé spécifiquement sur l'accélération des efforts de réduction d'émissions de gaz à effet de serre avant 2020, répondant aux demandes des pays les plus vulnérables. Cependant, malgré l'urgence de l'action, la volonté politique n'est pas au rendez-vous. La plupart des pays ont l'intention - ni plus ni moins - de repousser l'action à plus tard.

Pire : les pays développés, principaux responsables des changements climatiques, tentent de déplacer l'attention vers les pays en développement, en leur demandant de faire plus. Cela, alors que leur propre niveau d'engagement pour 2020 est nettement insuffisant: l'Europe a déjà atteint son objectif (de 20% de réduction par rapport à 1990) avec

8 ans d'avance et souhaiterait faire une « pause », les Etats-Unis n'ont qu'un engagement de 3% par rapport à 1990, le Japon envisage de baisser son objectif de réduction déjà acté pour 2020... Pourtant, les solutions sont à portée de main. L'Union européenne doit aller plus loin en adoptant un objectif ambitieux de réduction d'émissions de CO2 des véhicules pour 2020 et 2025, (sans dérogation et phase de transition et sans incorporation d'agro-carburants), l'élimination des gaz fluorés, des objectifs nationaux d'efficacité énergétique rendus contraignants, un renforcement des soutiens aux énergies renouvelables, ainsi qu'une réforme profonde du marché européen des quotas d'émissions, aujourd'hui en état de mort clinique..

Les pays nouvellement industrialisés ou ayant des capacités élevées (c'est le cas des pays du Golfe notamment) devraient également annoncer des engagements volontaires de réduction d'émissions de GES à l'horizon 2020, soit via des objectifs de réduction nationaux, soit à travers des programmes ambitieux de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

**BAISSER
NOS ÉMISSIONS
D'ICI 2020**

« Tous les pays développés doivent réduire leurs émissions de GES de manière significative pour 2020. En France, il faut enclencher une véritable transition énergétique et une réforme fiscale et budgétaire favorable à l'environnement »

OBJECTIF #2 - CRÉER UN MÉCANISME POUR FINANCER LES PERTES ET DOMMAGES LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les « pertes et dommages » représentent les coûts associés aux impacts des changements climatiques lorsque l'adaptation ne suffit plus à en limiter l'ampleur.

En ce sens, l'ampleur des pertes et dommages sera très directement corrélée à celle du réchauffement climatique et le niveau d'ambition de la communauté internationale.

Le récent rapport de la Banque Mondiale publié fin 2012 sur un monde réchauffé de 4°C pose la question de savoir si on peut réellement s'adapter à une augmentation de la température d'une telle envergure, et laisse présager que les pays vont subir des pertes et dommages économiques et sociales irréparables et à un coût à peine chiffrable.

A Doha, les pays ont mis en place un programme de travail visant la création d'un mécanisme institutionnel d'ici la COP 19 à Varsovie.

Ce mécanisme doit permettre d'articuler l'action humanitaire avec les pertes et dommages liés au changement climatique, et financer la prévention et la réparation des pertes et dommages aujourd'hui et pour l'avenir.

Le mécanisme devra être opérationnel d'ici la COP21 et mobiliser des financements dédiés aux enjeux qui vont au-delà de l'adaptation, et donc au-delà des 100 milliards promis d'ici à 2020. En d'autres termes, le temps de la réflexion est écoulé et il est plus que jamais l'heure de passer à l'action en créant ce mécanisme pour compenser les pertes et dommages liés au changement climatique.

**FINANCER
LES
PERTES ET
DOMMAGES**

« Les populations affectées par les inondations, sécheresses à répétition perdent déjà leurs récoltes, leur maison, leur santé, et leur famille. A Varsovie, il faut créer un mécanisme capable de compenser ces pertes et ces dommages et payer le prix de la justice climatique »

OBJECTIF #3 - SÉCURISER DES FINANCEMENTS PUBLICS ADDITIONNELS POUR LES PAYS LES PLUS PAUVRES ET VULNÉRABLES

Les financements sont une condition *sine qua non* pour à la fois financer l'adaptation des pays les plus vulnérables, rallier les pays en développement à un accord en 2015, et faciliter les efforts de réduction d'émissions de GES volontaires à court terme.

Malheureusement, c'est le trou noir depuis la fin des financements précoces en 2012 alors que les besoins financiers en matière d'adaptation, de pertes et dommages des pays les plus pauvres ne cessent d'augmenter. A Doha, quelques pays ont fait des annonces sur la poursuite de leurs financements climat mais il manque l'essentiel : un engagement transparent et collectif pour des financements publics et additionnels à l'APD entre 2013-2015, un engagement à allouer au moins 50% des financements publics à l'adaptation et la création de mécanismes financiers comme la taxe sur les transactions financières ou la taxe maritime.

Il manque aussi une feuille de route pour 2015-2020 - en

vue de l'objectif de mobiliser 100 milliards US\$ par an en 2020. C'est aussi ça l'équité : il est impensable que les pays développés viennent négocier un accord mondial à Varsovie les mains vides, ou en s'appuyant uniquement sur l'APD existante et en s'en remettant au secteur privé. Il est en revanche nécessaire que les Ministres des Finances des pays développés, à Varsovie, prennent des engagements financiers pour sauver le Fonds pour l'Adaptation et lancer le Fonds Vert.

SÉCURISER DES FINANCEMENTS PUBLICS

Pour donner sens à ces engagements financiers, les pays développés devront en parallèle assurer la cohérence de l'action politique engagée aux titres du climat et du développement, en ne soutenant plus de projets de soutien aux énergies fossiles dans les pays en développement ni, inversement, des projets ou politiques « climat » qui ont des

impacts négatifs sur les populations locales, leurs droits et/ou leur environnement (par exemple les projets de « grands barrages », les politiques française et européenne de soutien aux agro-carburants industriels, etc.).

« A Varsovie, nous attendons de la France qu'elle annonce un engagement financier pour le Fonds Vert et au Fonds pour l'Adaptation pour soutenir les pays pauvres et vulnérables »

OBJECTIF #4 - FIXER UN CALENDRIER POUR ANNONCER LES OBJECTIFS DE RÉDUCTION D'ÉMISSIONS APRÈS 2020

Paris 2015 commence à Varsovie.

Deux questions clés seront abordées pour la première fois à Varsovie pour préparer l'adoption du futur accord mondial : comment et quand les pays vont-ils prendre de nouveaux engagements qui entreront en vigueur en 2020 ? Comment répartir les efforts de réduction d'émissions et ceux de solidarité pour que l'accord de 2015 soit équitable ?

Le plus important est que la communauté internationale puisse juger de la qualité des objectifs et engagements proposés par les pays, et exiger leur renforcement d'ici le sommet de Paris pour que chaque engagement corresponde parfaitement à la responsabilité et à la capacité du pays qui le prend. Cela nécessitera du temps et de nombreux échanges au sein des instances nationales et régionales, avant que chaque objectif national

soit définitivement adopté. C'est pour cela qu'il est essentiel que ces objectifs soient proposés dès 2014.

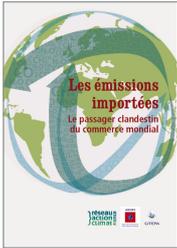
Le sommet proposé par le secrétaire général des Nations unies Ban Ki Moon en septembre 2014 doit voir l'annonce par les chefs d'Etat et de gouvernement d'objectifs nationaux pour la période après 2020. Ce, à condition que la COP de Varsovie rende cette échéance contraignante et oblige les pays à se préparer à mettre des objectifs sur la table dès 2014. S'y prendre rapidement permettra aussi de répartir l'effort de manière équitable et non pas seulement pour des raisons politiques. C'est indispensable pour les millions de personnes vulnérables, déjà touchées par les changements climatiques et toutes les autres qui le seront si nous ne faisons rien.

FIXER UN CALENDRIER POST-2020

« L'Union Européenne doit annoncer en 2014 un objectif de réduction ambitieux à horizon 2030. François Hollande¹ doit appeler l'UE à réduire ses émissions d'au moins 55% d'ici 2030 »

¹ La France ne s'est engagée que sur un objectif de -40% en 2030 par rapport au niveau de 1990

BIBLIOGRAPHIE - OUVRAGES ET ETUDES PUBLIÉES PAR LES ONG SUR LE CLIMAT



Les émissions importées : le passager clandestin du commerce mondial (RAC-F)

Le RAC-F dresse le bilan des flux d'émissions entre les pays liés aux importations et exportations des biens de consommation tout en montrant le déséquilibre entre des pays « exportateurs d'émissions » – essentiellement émergents – et les pays « importateurs d'émissions » - essentiellement industrialisés.

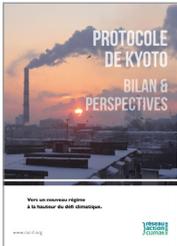
2013 - <http://www.rac-f.org/Les-emissions-importees-le,2417>



Intégrer la contrainte climatique et énergétique dans les pratiques de développement : de la bonne pratique à la politique publique (RAC-F)

Les politiques publiques de développement ne tiennent que trop rarement compte des nouvelles contraintes imposées par la raréfaction des énergies fossiles et l'impact des changements climatiques. Les initiatives locales intégrant et anticipant l'adaptation et la sobriété énergétique existent. Mais elles manquent de visibilité et de soutien. Le rapport prend six exemples de pratiques réussies et mises en oeuvre et propose une série de recommandations.

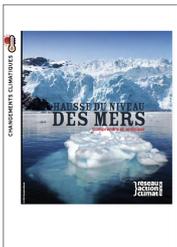
A Paraître en Novembre 2013 : <http://www.rac-f.org/Integrer-la-contrainte-climatique>



Bilan du Protocole de Kyoto et perspectives d'évolution du régime climatique international (RAC-F)

Le RAC-F analyse les acquis du régime existant (CCNUCC et protocole de Kyoto), les avancées notables ainsi que les limites, et dresse des enseignements et pistes à explorer dans l'élaboration d'un nouveau régime à la hauteur du défi climatique.

2012 - <http://www.rac-f.org/Protocole-de-Kyoto-Bilan-et>



Hausse du niveau des mers : Comprendre et Anticiper (RAC-F)

Cette publication présente de façon claire et illustrée les mécanismes climatiques qui expliquent la fonte des glaciers et la hausse du niveau des mers, résultat des changements climatiques actuels.

2013 - <http://www.rac-f.org/Hausse-du-niveau-des-mers,2404>



EU Climate Finance: Quo Vadis ? (CIDSE, CAN Europe, WWF, Oxfam)

En 2009, tous les pays développés se sont engagés à mobiliser des financements nouveaux et additionnels en matière de lutte contre les changements climatiques, pour atteindre un montant de 100 milliards de dollars/an d'ici à 2020. Aujourd'hui, peu de progrès ont été réalisés en ce sens. Il faut changer la donne et envoyer un signal positif pour la construction d'un accord climatique global, juste et ambitieux en 2015.

2013 - <http://www.cidse.org/content/articles/climate-justice/climate-finance/eu-climate-finance-quo-vadis.html>



Agriculture : du problème à la solution Garantir le droit à l'alimentation dans un monde de contraintes climatiques (CIDSE)

Ce rapport de la CIDSE met en avant le potentiel de l'agriculture familiale et de l'agro-écologie face au défi du droit à l'alimentation et aux contraintes climatiques. Il pointe le besoin de sécurisation des petits producteurs du Sud et les risques d'une approche de l'alimentation, de l'agriculture et du changement climatique basée sur le marché.

2012 - <http://goo.gl/wX6Sh>



Changement d'échelle pour les projets habitat et énergie durable (GERES)

Ce guide analyse les principales dynamiques qui favorisent la diffusion à grande échelle des innovations en s'appuyant sur le retour d'expériences et les bonnes pratiques de six projets d'habitat durable ou d'énergie renouvelable développés en Chine, au Népal et au Ladakh.

2013 - <http://www.geres.eu/fr/ressources/publications/item/296-changement-d%C3%A9chelle-pour-les-projets-habitat-et-%C3%A9nergie-durable>



Solutions innovantes d'habitat bioclimatique (GERES)

Réalisée pour la capitalisation du projet de maisons solaires passives en Inde, visant à réduire la pression sur les communautés rurales et les écosystèmes fragiles, cette étude de cas permet de comprendre ses enjeux, de retracer ses différentes étapes et d'en mesurer les impacts.

2012 - <http://www.geres.eu/fr/ressources/publications/item/185-solutions-innovantes-dhabitat-bioclimatique>



Habitat Solaire Passif - Témoignages d'acteurs (GERES)

Plusieurs intervenants du projet de maisons solaires passives dans l'Himalaya indien, participants ou bénéficiaires, ont été invités à donner leur avis. Leurs témoignages, recueillis dans cette publication, illustrent les impacts du projet mené par le GERES et les partenaires.

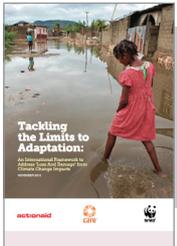
2012 - <http://www.geres.eu/fr/ressources/publications/item/186-habitat-solaire-passif-t%C3%A9moignages-dacteurs>



Changement climatique, alimentation et lutte contre la faim (Oxfam)

Dans ce rapport, Oxfam souligne l'urgence d'opérer un changement radical et recommande l'augmentation des financements climat, notamment afin d'empêcher l'apparition de changements dangereux, trouver une solution à notre système alimentaire défaillant et renforcer sa résilience.

2013 - <http://www.oxfamfrance.org/Climat-un-bouleversement-croissant,1769>



Vers un mécanisme international sur les pertes et dommages (CARE, ActionAid, WWF)

Suite à la décision prise lors de la COP18 de considérer la mise en place d'un mécanisme international pour traiter des pertes et dommages à Varsovie, ce rapport revisite les arguments en faveur d'un tel mécanisme et propose un cadre d'action pour que ce concept prenne enfin vie.

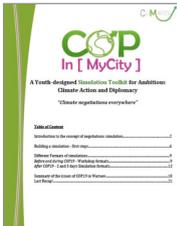
Parution en Novembre 2013



Where The Rain Falls (CARE)

La question des migrations forcées liées aux changements climatiques s'impose comme une problématique de plus en plus prégnante touchant un nombre croissant de personnes. Ce rapport de CARE France et de l'Université des Nations-Unies (UNU-EHS) présente les résultats d'une étude conduite dans 8 pays (sur 3 continents) sur les liens entre la variabilité pluviométrique, la sécurité alimentaire et la mobilité humaine.

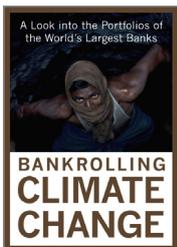
2013 - <http://www.carefrance.org/actualite/dossier-thematique/#thema6>



COP in my City (CliMates)

Cette boîte à outils, proposée par CliMates, permet à un public jeune de s'initier aux techniques des négociations internationales.

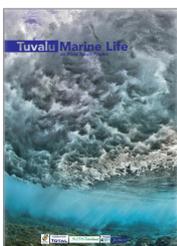
2013 - http://www.studentclimates.org/index.php?option=com_content&view=article&id=192&Itemid=832



Bankrolling Climate Change (Réseau BankTrack)

Ce sont les banques privées internationales qui ont le plus financé l'industrie du charbon entre 2005 et 2010, et donc indirectement le changement climatique. A partir des montants de financements et d'investissements des banques vers 40 entreprises productrices d'électricité à partir de charbon, et de 30 entreprises minières productrices de charbon, le rapport révèle la liste des 20 banques les plus climaticides.

2012 - http://www.banktrack.org/show/pages/bankrolling_climate_change_report_on_banks_and_coal



Tuvalu Marine Life (Alofa Tuvalu)

Cette publication en 4 livrets coordonnée par Alofa Tuvalu à tirage symbolique limité, dresse le premier inventaire des espèces marines de Tuvalu, micro-nation du Pacifique en première ligne des changements climatiques. Plus de 1500 espèces ont été répertoriées et les agents locaux formés aux méthodes standardisées d'inventaire et de suivi.

2013 - Les livrets sont téléchargeables sur www.alofatuvalu.tv

AGENDA - ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LES ONG EN MARGE DE LA CONFÉRENCE

14 NOVEMBRE 2013 / 16:45 / COP19

PERTES ET DOMMAGES: S'ATTAQUER AUX LIMITES DE L'ADAPTATION DANS UN MONDE PLUS CHAUD

Organisateurs : **Care France, ActionAid, WWF**

Le panel discutera des exemples de pertes et dommages qui peuvent et pourront survenir dans un monde qui se réchauffe et expliquera pourquoi un mécanisme international de compensation doit être mis en place de manière urgente.

16 NOVEMBRE / 11H30 / COP19

LE PAQUET CLIMAT-ÉNERGIE DE L'UNION EUROPÉENNE POST-2020, ET LE RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE D'ICI LA COP DE 2015 À PARIS

Organisateurs : **Climate Action Network Europe (CAN-Europe) et Réseau Action Climat France (RAC-France)**

Ce side-event permettra de discuter des échéances politiques à venir en Europe, et des efforts que l'UE va devoir accomplir en 2014 et 2015 pour pouvoir s'affirmer dans les négociations internationales.

16 NOVEMBRE / 13H00 / COP19

L'IMPORTANCE DE PRENDRE EN COMPTE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA PLANIFICATION LOCALE DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE FRANCOPHONE. CONFRONTER LES ANALYSES ET LES EXPÉRIENCES

Organisateurs : **Réseau Action Climat France (RAC-France) et le Réseau Climat et Développement (RC&D)**

Le side-event permettra à des collectivités et ONG francophones du Togo, Niger et Bénin de proposer dans un premier temps un état des lieux sur l'intégration des changements climatiques dans la planification locale en Afrique francophone et dans un deuxième temps, de partager des expériences, bonnes pratiques et recommandations pour la suite.

18 NOVEMBRE / 15H30 / PAVILLON EUROPÉEN

OPÉRATIONNALISER LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES D'ICI 2015 : QUEL RÔLE POUR LA COOPÉRATION FRANÇAISE ?

Organisateur : **GERES**

Quel rôle la coopération française peut-elle jouer, à l'aube de l'entérinement d'un nouvel accord mondial, pour s'assurer que la voix des pays en développement soit entendue dans ces négociations ?

18 ET 19 NOVEMBRE / 13H00 / CENTRE DE CONFÉRENCE OKOPOWA DE CARITAS À VARSOVIE

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ENGAGEMENT DES ACTEURS CONFESIONNELS DANS LA JUSTICE CLIMATIQUE

Organisateurs : **CIDSE (dont CCFD-Terre Solidaire), Caritas Pologne et l'Université de Varsovie**

La conférence aura pour but de faciliter un dialogue entre les acteurs engagés pour la justice climatique : ONG catholiques et confessionnelles, acteurs de la société civile laïque du Nord et du Sud, citoyens et décideurs.

Inscription : <http://cidse.org/content/articles/climate-justice/climateconferenceprogramme.html>

21 NOVEMBRE / 10H30 / PAVILLON EUROPÉEN

EST-CE LE BON MOMENT POUR PARLER DE CARBONE SOCIAL ?

Organisateur : **GERES**

Comment peut-on mieux évaluer les impacts sociaux, environnementaux et sanitaires des projets carbone ? Le temps est-il venu de changer les choses pour se mettre en conformité avec l'agenda du développement pour l'après-2015 ?

21 NOVEMBRE / 16H45 / CENTRE DE CONFÉRENCE DE LA COP19 - STADE DE VARSOVIE

IMPÉRATIFS ÉTHIQUES ET RELIGIEUX POUR UN ACCORD CLIMAT JUSTE

Organisateur : **CIDSE (dont CCFD-Terre Solidaire) et le World Council of Churches**

Il s'agira, entre autres, de montrer comment les organisations confessionnelles et les responsables religieux du Sud s'engagent aux côtés des populations vulnérables directement impactées par la crise climatique et de rappeler la nécessité de politiques climat fondées sur les principes de justice et de solidarité internationales.

11 AU 22 NOVEMBRE 2013 / STADE NATIONAL

STAND DU GERES (15 AU 21) ET DU CIDSE (DU 11 AU 22)

Organisateurs : **Geres et CIDSE**

Le GERES sera présent sur les lieux de la Conférence pour partager son travail et ses solutions concernant la préservation de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie des populations qui doivent aller de pair avec les stratégies d'atténuation et d'adaptation.

La CIDSE (réseau dont est membre le CCFD-Terre Solidaire) proposera un stand présentant ses travaux sur les enjeux de justice et de solidarité face au défi climatique.

TROMBINOS/COP19 - CONTACTS ONG FRANÇAISES À VARSOVIE



Alix MAZOUNIE
*Politiques internationales / Réseau
Climat & Développement*
Réseau Action Climat - France
Mob : +33 (0)6 59 25 19 31
@ : alix@rac-f.org Tw : [@ClimatAlix](https://twitter.com/ClimatAlix)



Célia GAUTIER
Politiques européennes
Réseau Action Climat - France
Mob : +33 (0)6 72 34 00 27
@ : celia@rac-f.org
Tw : [@CeliaGautier](https://twitter.com/CeliaGautier)



Simon COQUILLAUD
Information / Rédaction ÉCO
Réseau Action Climat France
Tel : +33 (0)1 48 58 83 92
Mob : +33 (0)6 66 28 95 06
@ : simon@rac-f.org
Tw : [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)



Karine GAVAND
Responsable des affaires publiques
Greenpeace France
Mob : +33 (0)6 77 04 61 90
@ : karine.gavand@greenpeace.org



Yann LOUVEL
*Coordinateur de la campagne Climat-
Energie*
Réseau BankTrack
Mob : +33 (0)6 88 907 868
@ : yann@banktrack.org



Sarah FAYOLLE
*Chargée de coordination, en charge du
suivi du dossier «climat»*
CCFD-Terre Solidaire
Mob : +33 (0)6 66 39 37 03
@ : s.fayolle@ccfd-terresolidaire.org



Marina GAVALDAO
Directrice Technique - Unité Climat
GERES
Tel : +33 (0)4 42 18 55 88
@ : m.gavaldao@geres.eu
Live-tweet : [@GERES_en](https://twitter.com/GERES_en)



Vanessa LAUBIN
*Chargée de mission Territoires et Adap-
tation / Chef de file Commission Climat
(C-SUD) / GERES*
Mob : +33(0)6 01 63 71 74
@ : v.laubin@geres.eu
Live-tweet : [@GERES_fr](https://twitter.com/GERES_fr)



Sabrina MARQUANT
*Directrice de la communication et des
partenariats*
CiiMates
Tel : +33 (0)6 50 54 23 76
@ : sabrina.marquant@climates.fr



Aurélien CEINOS
Chargée de mission Changement Climatique
CARE France
Tel : +33 7 61 34 57 16
@ : ceinos@carefrance.org



Mathilde IMER
Vice Présidente
CiiMates
Tel : +33 (0)6 74 62 55 90
@ : mathilde.imer@climates.fr



Alain TORD
Président
REFEDD
Tel : +33 (0)6 78 97 82 79
@ : presidence@refedd.org



Céline CHARVERIAT
Directrice des campagnes
Oxfam
Mob : +32 (0)497 42 23 29
@ : Celine.Charveriat@oxfaminternational.org



Alexandre NAULOT
*Chargé de plaidoyer Financement du
développement*
Oxfam France
Mob : + 33 (0)6 78 85 66 09
@ : anaulot@oxfamfrance.org
Tw : [@AlexandreNaulot](https://twitter.com/AlexandreNaulot)

POINTS DE REPÈRES - OÙ TROUVER L'INFO PENDANT LES NÉGOCIATIONS ?

#ÉCO

ECO est le bulletin quotidien d'information édité par le **Climate Action Network (CAN)** à l'intention de tous les négociateurs et journalistes. Il décrypte chaque jour l'évolution des négociations et les positions des pays. A Varsovie, l'édition francophone paraîtra chaque jour en matinée et sera disponible dans le centre de négociation et sur le site www.rac-f.org. Il sera également envoyé immédiatement à une liste d'abonnés. Pour s'inscrire : ecodiffusion-subscribe@rac-f.org

#FOSSILE

Le **Fossile du Jour** distingue les pays qui ont fait le plus d'efforts pour freiner ou bloquer le processus de négociation. Ce prix est décerné chaque jour des négociations par le Climate Action Network lors d'une cérémonie haute en couleur. Pour récompenser les bons comportements, des Rayons du jour peuvent également parfois être attribués. A Varsovie, elle aura lieu chaque soir au stand du CAN International à 18h. Le Fossile du jour est à retrouver quotidiennement dans le bulletin ECO et sur le site du RAC-F.



#TWITTER

Tout au long de la **COP19**, le Réseau Action Climat-France rendra compte de l'actualité des discussions, état des débats, atmosphère, blocages et faits du jour via son compte twitter : [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

#CONTACT

Pour toutes questions (contacts, interviews, éclairage) aux **ONG climat et solidarité internationale**, contactez **Simon Coquillaud**, chargé de communication du Réseau Action Climat (ou voir trombinocope en page 7).
Par email : simon@rac-f.org
Par téléphone : +33 (0)6 66 28 95 06
Par téléphone local : (vous sera communiqué)

#FACEBOOK

Via sa page Facebook, le Réseau Action Climat-France présentera des photos, vidéos, et autres supports interactifs permettant de suivre au quotidien les nouvelles de Varsovie.
<https://www.facebook.com/pages/Réseau-Action-Climat/463705930368887>

